



ONG KARKARA

PROJET PROXEL Dakoro/Abalak

Rapport de Synthèse des Ateliers Bilans du projet PROXEL Dakoro/Abalak

Animés par : Monsieur Yaya Assane

Octobre 2008



Siège Social Niamey - Tél. 96-88-43-66 - B.P. 13 073. E-mail : crop_ya@yahoo.fr RCCM – NI-NIA-2008-A-2110 / NIF : 14104/S

Table des matières

<i>Table des matières</i>	2
<i>Remerciements</i>	3
<i>Abréviations</i>	4
<i>I- Contexte</i>	5
<i>II- Rappel des objectifs et résultats des ateliers Bilans</i>	6
<i>III- Méthodologie et déroulement</i>	6
<i>IV- Contexte au démarrage du projet</i>	8
<i>a) l'économie de la zone du projet est basée sur les activités primaires (l'élevage et l'agriculture)</i>	8
<i>b) le projet a démarré dans une situation d'insécurité alimentaire</i>	9
<i>c) Le potentiel de sécurisation de la santé animale était faible</i>	10
<i>V- Cadre conceptuel du projet</i>	11
<i>a) Le projet dispose d'un cadre logique mais la formulation de certains éléments est insuffisante</i>	11
<i>b) Le contenu du cadre logique n'a pas été suffisamment discuté avec les bénéficiaires</i>	12
<i>VI- Les réalisations du projet</i>	13
<i>a) Les acquis du projet sont nombreux :</i>	13
<i>b) Les actions réalisées par le projet, ont relativement répondu aux attentes des bénéficiaires</i>	14
<i>VII- les processus de mise en œuvre des actions du projet</i>	15
<i>a) Le projet a consolidé l'existant</i>	15
<i>b) La démarche du projet est responsabilisante</i>	15
<i>VIII- impacts et changements induits par le projet</i>	16
<i>a) les capacités organisationnelles et opérationnelles bien que renforcées sont encore insuffisantes</i>	16
<i>b) les compétences locales ont été développées</i>	18
<i>c) La dynamique locale a été suscitée</i>	18
<i>d) la santé animale s'est améliorée</i>	19
<i>e) le potentiel de gestion de la sécurité alimentaire s'est accru</i>	19
<i>f) Les conditions de la femme se sont améliorées</i>	20
<i>IX- la viabilité du projet</i>	20
<i>a) Les bénéficiaires ont été préparés au désengagement du projet</i>	20
<i>b) Des craintes existent par rapport à l'appropriation des actions du projet par les bénéficiaires</i>	21
<i>c) Les capacités actuelles des bénéficiaires sont à renforcer</i>	22
<i>X- Les leçons apprises et questions à approfondir</i>	25
<i>XI- Conclusion et Recommandations</i>	26

Remerciements

Le consultant remercie le commanditaire de la présente mission de facilitation des ateliers bilans pour la confiance placée en lui. C'est aussi l'occasion de remercier tous ceux qui ont participé à ce travail, en donnant de leur temps, en fournissant des informations, en facilitant le processus. Qu'ils reçoivent ici sans exception nos remerciements les plus sincères pour leur soutien, leur contribution et disponibilité.

Nos remerciements visent surtout les responsables, les membres des groupements féminins, des BC et BAB, les auxiliaires vétérinaires (AE, AVAPR), les promoteurs des CVR, les responsables et le personnel du projet Proxel, ceci pour l'accueil qu'ils nous ont réservé, et leur dialogue franc et coopératif lors des rencontres et ateliers bilan.

Abréviations

AE	Auxiliaire d'Élevage
AG	Assemblée Générale
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AVAPR	Auxiliaire vétérinaire Avicole de Proximité
APV	Auxiliaire Para Vétérinaire
BC	Banque Céréalière
BAB	Banque Aliment Bétail
CA	Conseil D'Administration
CAPONG	Collectif des Associations Pastorales et Organisation Non Gouvernementales
CVR	Clinique vétérinaire Rurale
COSA	Comité de Santé
COGES	Comité de Gestion
PROXIVET	Vétérinaire de Proximité
GF	Groupement Féminin
PROXEL	Projet de Mise en Œuvre d'un Réseau de Santé Animale et de Conseils de Proximité en Élevage
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité

I- Contexte

Le Projet de mise en œuvre d'un réseau de santé animal et de conseil de proximité en élevage (PROXEL), intervient dans le département de Dakoro depuis 2003 et depuis fin 2006 dans le celui d'Abalak. La première phase couvre la période 2003 – 2008.

La zone du projet est très défavorisée : les sécheresses sont récurrentes, l'indice de développement humain est très faible et la pression démographique est source de conflits. Malgré toutes ces difficultés, l'élevage est la principale activité économique des populations dans cette zone d'intervention du projet qui s'étend sur plus de 37 000 Km².

Le projet PROXEL est exécuté par Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF – B) en partenariat avec l'ONG Karkara. Il est cofinancé par le Fonds Belge de Survie (FBS) pour 85% et VSF/Belgique pour 15%.

Les recommandations issues de la mission d'évaluation intermédiaire intervenue en 2006 sont depuis 2007 en cours d'application. Il s'agit de :

Sur le plan Santé animale

- la consolidation du service vétérinaire privé de proximité (SVPP) sur le plan de la pratique vétérinaire ;
- la sensibilisation des bénéficiaires et le contrôle régalién par les services techniques de l'Etat ;
- l'appui à l'opérationnalisation de la clinique vétérinaire PROXIVET et son réseau d'auxiliaires d'élevage dans leur fonction préventive (vaccination) ;
- dans la zone d'Abalak, la mise en place, la formation, l'équipement et la mise en réseau autour d'une nouvelle clinique vétérinaire rurale SAPROX, d'une trentaine d'auxiliaires d'élevage opérationnelles.

Sur le plan du réseau des banques céréalières et aliments bétails :

- le renforcement des capacités des BC et BAB dans le nord de Dakoro dans un souci de désengagement progressif du projet favorisant l'appropriation de l'activité par les coopérateurs ;
- la détermination des meilleures stratégies de suivi externe et post projet.

Sur le plan de la vulgarisation des nouvelles techniques d'élevage

- la sensibilisation dans le département de Dakoro, pour la généralisation des bonnes pratiques de la complémentation stratégiques et la conduite du troupeau.

Sur le plan des activités génératrices de revenus auprès des femmes

- la poursuite des formations/recyclages des groupements féminins visant leur viabilité et autonomisation.

Le Proxel a également mené des activités hors de son cadre logique. Il s'agit de :

- l'appui à la mise en œuvre du projet SECAN par deux associations locales ;
- l'installation et la mise en opération d'un centre d'Internet gratuit à Dakoro ;
- le démarrage du processus de désengagement des coopérants VSF/B au profit de l'ONG Karkara partenaire de VSF B dans la mise en œuvre du projet en perspective d'une plus grande responsabilisation dans la seconde phase.

L'année 2008 correspond à la dernière année du projet dans sa phase actuelle. Cette année est marquée par les processus de désengagement opérationnel et de pérennisation des acquis tout en conservant l'optique d'une seconde phase de consolidation de certains volets et de prise en compte des changements locaux récents.

Le présent rapport de synthèse sanctionne le déroulement de la série d'ateliers bilan. Il s'ajoute au document de compte rendu qui présente le déroulement des ateliers et les perceptions des acteurs ayant participé au processus. Quant au rapport de synthèse, il résume les perceptions mais rapporte également le point de vu du consultant.

II- Rappel des objectifs et résultats des ateliers Bilans

La prestation visait à fournir des informations en terme de perception des bénéficiaires et groupes cibles, et des leçons apprises par rapport aux interventions du projet, afin d'enrichir le processus de formulation de la seconde phase du projet en cours.

Les résultats suivants étaient attendus :

- 1- La réalisation d'une série d'ateliers :
 - Trois (3) ateliers thématiques et leçons apprises avec l'équipe du projet ;
 - Un (1) atelier « AGR et renforcement des capacités des femmes » qui regroupera les représentantes des 20 groupements féminins partenaires du projet ;
 - Deux (2) ateliers « sécurité alimentaire directe des personnes et des animaux » ;
 - 19 anciennes banques (12 BC et 7 BAB) et 16 nouvelles (10 BC et 6 BAB) dans les zones pastorale et agro pastorale de Dakoro. Les gestionnaires et bénéficiaires sont concernés par ces ateliers ;
 - 4 ateliers « santé animale et bénéficiaires ». Les ateliers concerneront essentiellement les bénéficiaires et des auxiliaires d'élevage en tenant compte de la spécificité de différents critères (Dakoro/Abalak, pasteur/agriculteur, service proche /éloigné ...) ;
 - Un (1) atelier sur l'appui apporté aux associations locales : quelles perceptions et quelles leçons apprises ?
- 2- Un rapport de prestation qui décrit les discussions, les débats, les réflexions et recommandations de chaque atelier et une synthèse globale de l'ensemble de la prestation.
- 3- Une liste de recommandations réalistes (à débattre avec l'équipe du projet) relatives aux actions/mesures à mettre en œuvre au cours de la seconde phase.

III- Méthodologie et déroulement

Du 08 au 17 Octobre 2008 s'est déroulée une série d'ateliers bilan en lieu et place de l'évaluation finale du Projet de mise en œuvre d'un réseau de santé animal et de conseil de proximité en élevage (PROXEL). Ces ateliers font suite à l'évaluation intermédiaire intervenue à la fin 2006 et un monitoring en début 2008, qui a dégagé plusieurs priorités pour l'avenir. Il s'agit ainsi de contribuer au processus de formulation de la Phase II du projet qui vient de démarrer.

Au total sept (7) ateliers ont été animés. Dont cinq (5) à Dakoro et deux (2) à Abalak. Au cours de chaque atelier, un volet spécifique du projet a été abordé. Il s'agit des volets suivants :

- 1 atelier « AGR et renforcement des capacités des femmes »
- 2 ateliers « sécurité alimentaire directe des personnes et des animaux »
- 4 ateliers « santé animale » dont 2 à Dakoro et 2 à Abalak

Dans le même cadre, le consultant a rencontré quelques membres du projet pour mieux se renseigner sur le cadre conceptuel et les différents volets du projet. Aussi, le consultant s'est entretenu avec d'autres partenaires locaux du projet, il s'agit des responsables des cliniques vétérinaires privées et les dirigeants du Collectif des Associations Pastorales des ONG (CAPONG Dakoro).

Le processus s'est déroulé suivant le calendrier ci après :

Date	Activités
Mardi 07 Octobre	Arrivée du consultant à Dakoro
Mercredi 08 Octobre	Réunion Bilan volet GF avec Hadiza Abba Entretien avec Hamidou de CVR Dakoro
Jeudi 09 Octobre	Atelier bilan GF Entretien avec Yacouba
Vendredi 10 Octobre	Atelier Bilan BC/BAB anciennes
Samedi 11 Octobre	Atelier Bilan BC/BAB Nouvelles Réunion bilan SA
Dimanche 12 Octobre	Atelier Bilan SA (sites AE)
Lundi 13 Octobre	Atelier Bilan SA (sites voisins AE)
Mardi 14 Octobre	Synthèse des ateliers Discussion sur les bilans avec Mr Guy
Mercredi 15 Octobre	Discussion bilan SA Abalak Réunion CAPONG Voyage Dakoro - Abalak
Jeudi 16 Octobre	Atelier bilan SA (sites AE) à Abalak
Vendredi 17 Octobre	Atelier bilan SA (sites voisins AE) à Abalak Entretien avec le CVR de Abalak
Samedi 18 Octobre	Voyage Abalak-Niamey

Dans l'ensemble, il s'est agit de faire le point des interventions du projet volet par volet, et de recueillir les perceptions des bénéficiaires et groupes cibles sur les réalisations et processus de mise en œuvre des interventions du projet.

L'animation des ateliers et les entretiens individuels et de groupe, a été réalisée par monsieur Yaya Assane, du cabinet CROP.

Les bénéficiaires conviés aux ateliers ont répondu massivement. On compte en moyenne vingt six (26) participants par atelier.

Les ateliers bilans	Catégories de participants	Nombres de participants
Atelier AGR	Membres et dirigeantes des groupements féminins ; les AVAPR	28
Atelier des anciennes banques BC/BAB	Membres et élus des anciennes BC et BAB	30
Atelier des nouvelles banques BC/BAB	Membres et élus des nouvelles BC et BAB	29
Atelier 1 Santé animale Dakoro	Auxiliaires d'élevage et éleveurs des sites d'implantation des auxiliaires	23
Atelier 2 Santé animale Dakoro	Auxiliaires d'élevage et éleveurs dans les environs des sites d'implantation des auxiliaires	26
Atelier 1 santé animale Abalak	Auxiliaires d'élevage et éleveurs des sites d'implantation des auxiliaires	27
Atelier 2 santé animale Abalak	Auxiliaires d'élevage et éleveurs dans les environs des sites d'implantation des auxiliaires	23

A l'ouverture de chaque atelier, les responsables en charge des volets abordés, ont, après les salutations d'usage, rappelé les objectifs du processus et décrit le contexte qui motive la réalisation de ces ateliers bilans.

Il s'agit de : Madame Hadiza Mahamadou Abba pour le volet AGR ; Yacouba Ibrahim pour le volet sécurité alimentaire ; Monsieur Aboubacar Adamou Sanou pour le volet santé animale au niveau de Dakoro et de Monsieur Kadre Kadei pour le volet santé animale d'Abalak.

Aussi, ils ont attiré l'attention des participants (tes) sur la nécessité de leur participation effective aux débats, ainsi que la franchise attendue dans leurs interventions. Puis le modérateur a par la suite été présenté aux participants (tes).

Pour susciter une bonne participation, le facilitateur a utilisé les outils adaptés. Il s'agit du brainstorming, des discussions débats et travaux de groupe. Aussi, les leçons apprises et la grille multicritères ont été introduites. A travers le premier modèle, il s'est agit de tirer des enseignements et de dégager les questionnements à approfondir. S'agissant du second modèle (grille multicritère), les participants ont été amenés à définir les critères d'appréciation et à procéder à l'auto évaluation de leur propre situation.

IV- Contexte au démarrage du projet

a) l'économie de la zone du projet est basée sur les activités primaires (l'élevage et l'agriculture)

La zone du projet s'étend sur trois grandes zones agro écologiques :

- la zone agricole au Sud ;
- la zone agropastorale dans la partie centrale ;

- la zone pastorale au nord.

L'agriculture et l'élevage sont les principales activités économiques de cette zone. Cependant l'élevage s'y présente comme la première mamelle de l'économie.

En 2002, le coût du capital bétail était estimé à près de 20 milliards de nos francs pour le département de Dakoro. Le cheptel était composé de (*référence discours d'ouverture de l'atelier sur la clinique privée, prononcé par le Sous préfet adjoint de l'époque*) :

- 243 058 têtes de caprins
- 58 927 têtes d'ovins
- 12 252 Têtes de bovins
- 21 905 têtes d'asins
- 5 752 têtes de camelins

On compte également de la volaille constituée de pintades, de canards, de pigeons, de poulets (souches améliorées)

Cette zone connaît des sécheresses récurrentes et de longues périodes de soudure chaque année. Ceci rend difficile et incertaine la pratique des activités de l'agriculture et de l'élevage, et expose du coup les populations et les animaux dans une situation de vulnérabilité en terme de sécurité alimentaire et de revenu monétaire. D'ailleurs la zone a durement été frappée par la crise alimentaire de 2005.

b) le projet a démarré dans une situation d'insécurité alimentaire

La situation alimentaire avant l'installation du projet a été caractérisée par les participants aux ateliers bilan par :

- l'éloignement des lieux d'approvisionnement (plus de 3 jours dans certains cas) ;
- l'incertitude par rapport à la fluctuation des prix ;
- l'incapacité des populations à s'approvisionner en grande quantité ;
- la rareté de la nourriture ;
- les animaux de trait n'ont pas de force pour transporter des grandes quantités ;
- rares sont les villages qui ont des structures organisées ;
- le taux d'analphabétisme élevé ;
- la tía de mil coûtait plus de 1000F sur les marchés ;
- la rareté du fourrage, la sécheresse,

L'analyse de ces éléments de description de la situation, fait dégager que les préoccupations en matière de sécurité alimentaire concernaient les principaux paramètres de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité alimentaire des hommes et des animaux.

C'est pourquoi, d'après le responsable du volet sécurité alimentaire du projet Proxel interrogé lors de la mission d'animation des ateliers bilans, la prise en compte du volet sécurité alimentaire dans le document de projet a été motivée par les signes avant coureurs de la crise 2005. En effet, suite à une étude de pâturage en juillet 2004 le projet a compris la fragilité du

pâturage. Du coup ceci mettait en question l'activité coupe et conservation de foin (ne peut pas être pratiqué partout comme le voulait le document de départ) prévue dans le cadre logique de départ, c'est ainsi qu'un projet d'urgence a vu le jour (il s'agit du projet PRESECAL) pour contribuer à la gestion de la sécurité alimentaire.

A travers ce projet d'urgence, une opération de Vente à Prix Modéré a été initiée aussi bien en zone pastorale qu'en zone agropastorale. Près de 1.000 tonnes de mil ont été vendues. Celle-ci a abouti à la mise en place en 2006 de 10 BC (6 en zone agropastorale et 4 en zone pastorale).

c) Le potentiel de sécurisation de la santé animale était faible

Le contexte en matière de santé animale au niveau de la zone du projet (le département de Dakoro et celui d'Abalak), était caractérisé au démarrage du projet selon les participants aux ateliers bilan par :

Département de Dakoro

- les vaccinations étaient menées par les services techniques, pas de cliniques privées. L'ensemble des têtes vaccinées ne dépassait guère 15 000.

En cas de problème en santé animale, les éleveurs avaient peu de recours, et l'accès à ces services était difficile :

- Les services techniques d'élevage existaient au niveau de Gidan mayaki, Sabon machi, Kornaka, Akadaney, Bermo, Goula, Dakoro, et Gadabéji. Mais la fréquentation de ces centres par les éleveurs était faible en raison de l'insuffisance des moyens, le nombre limité des services techniques, la faible disponibilité des agents, l'inaccessibilité aux services (les frais de transport et autres frais sont supportés par l'éleveur) et les procédures contraignantes (les éleveurs faisaient vacciner leurs animaux sous contrainte) qui les caractérisaient.
- Quelques Auxiliaires d'élevage (AE) ont été formés par les associations des éleveurs (par exemple l'ONG AREN). Cependant, ils opéraient dans l'informel et en cachette (ils ne sont pas reconnus par les services techniques d'élevage) ;
- les éleveurs faisaient recours à quelques pratiques empiriques (isolement des animaux malades, utilisation des plantes, recours aux services des marabouts et charlatans, etc.). Selon les éleveurs, ces pratiques comportent des risques énormes : méconnaissance de la posologie, temps de guérison long, destruction de l'environnement (coupe du bois) ;
- Produits de pharmacie "par terre" : méconnaissance du dosage, produit parfois périmés, mal conservé, parfois pas indiqué pour la maladie, manque d'hygiène.

Département d'Abalak

Le contexte de la santé animale était caractérisé par :

- plusieurs années sans vaccination,
- aucune structure vétérinaire privée,
- aucun projet n'était physiquement installé à Abalak intervenant dans le sous secteur santé animale. on notait l'existence d'organisations d'éleveurs mais mal structurées et peu performantes.

Précisément, avant l'installation du projet, les seuls recours qu'avaient les éleveurs pour protéger la santé de leurs animaux étaient réduits au service technique d'élevage d'Abalak, aux tradi praticiens, et aux vendeurs ambulants des produits venus du Nigéria et les cases de santé vétérinaires (au niveau de Mayata et Akoubounou)

Chacun de ces recours présentait des difficultés :

- Services vétérinaires (seulement à Abalak) : problèmes liés au transport des animaux ou à l'acheminement de l'agent vétérinaire, éloignement, difficulté d'avoir du véhicule parfois, manque de produits des fois, faible disponibilité des agents ;
- Vendeurs ambulants des produits vétérinaires du Nigéria : non respect du dosage, méconnaissance de la posologie, faible efficacité, coûte moins cher ;
- Tradi praticiens : rareté de quelques plantes, mauvais diagnostic, problème de dosage, guérison lente, méconnaissance des tradi praticiens, risques énormes ;
- Case de santé pour les animaux : pas de produits injectables, mais des comprimés, cases de santé méconnues.

En résumé le contexte de la zone du projet en ce qui concerne la santé animale, était caractérisé par :

- une forte pression des maladies (plusieurs foyers de maladies) ;
- l'insuffisance de moyens de contrôle et de traitement ;
- les difficultés d'accès aux services vétérinaires ;
- le faible taux de vaccination des animaux ;
- l'absence de structures vétérinaires privées ;
- les éleveurs peu sensibilisés à la vaccination ;
- la méconnaissance de certaines maladies (clavelée par exemple) ;
- absence de potentiels de soins vétérinaires de proximité ;
- le rapport entre les acteurs était plus tendu (services techniques, les organisations associatives des éleveurs, les auxiliaires d'élevage, les éleveurs).

Cependant au plan politique, le contexte était favorable à l'installation de vétérinaires en clientèle libérale, de dépôt et de pharmacie privées.

V- Cadre conceptuel du projet

a) Le projet dispose d'un cadre logique mais la formulation de certains éléments est insuffisante

Le document initial du projet dispose d'un cadre logique qui précise des objectifs, les résultats attendus, les activités, et les indicateurs.

L'objectif global du projet est : le revenu et la sécurité alimentaire des agro éleveurs sont améliorés.

L'Objectif spécifique : les productions du cheptel sont améliorées.

Pour atteindre ces objectifs, cinq (5) résultats ont été définis. La présente étude a concerné les quatre premiers résultats :

- R1 : un réseau de santé animale de base est mis sur pied avec la participation de la population rurale et de médecins vétérinaires privés ;
- R2 : des actions d'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables sont conduites ;
- R3 : la conduite zootechnique des animaux est améliorée ;

- R4 : des activités génératrices de revenus liés à l'élevage sont menées auprès des femmes.

Le contenu du cadre logique est organisé autour de trois volets :

1- Volet sécurité alimentaire : dans le document initial le volet visait l'amélioration de la conduite zootechnique à travers l'apport de compléments alimentaires et la coupe et conservation du fourrage. Plus tard le contenu du volet a été élargi à la sécurité alimentaire humaine.

Ce volet concerne deux résultats :

- R2 : Amélioration de la sécurité alimentaire : multiplication et renforcement des BC ;
- R3 : Amélioration de la conduite Zootechnique.

2- Volet : Santé animale

Le volet santé animale concerne 3 résultats :

- R1 : Un réseau de santé animale de base est mis sur pied avec toutes les activités que ce résultat comporte.
- R2 avec l'activité 2.1 : Appuyer l'opération "Habbanae" menée par les projets partenaires auprès des familles les plus vulnérables.
- R5 : Les expériences du projet sont capitalisées et diffusées.

3- Volet AGR :

Le volet concerne les résultats 4 et 2 (activité 2.3). Il s'agit de mettre en œuvre les activités génératrices de revenus liées à l'élevage auprès des femmes dans le département de Dakoro (zone du projet) pour améliorer le revenu des ménages.

Le document de formulation a défini déjà les activités : fabrication et commercialisation de bloc de sel à lécher, valorisation des excédents laitiers, coupe de foin et conservation, embouche.

On remarque une insuffisance dans la formulation des résultats attendus. En effet, ils n'indiquent pas les effets et changements attendus.

Pour la seconde phase, le recours à l'approche Gestion Axée sur les Résultats permettra de mieux faire ressortir la chaîne des résultats (extrants, effets, impacts) et préciser les responsabilités.

b) Le contenu du cadre logique n'a pas été suffisamment discuté avec les bénéficiaires

Une analyse des objectifs et résultats attendus du cadre logique permet de dégager 2 concepts : revenu/vulnérabilité/pauvreté et insécurité alimentaire.

Ces concepts n'ayant pas été discutés avec les groupes cibles, la mission au cours des ateliers a amené les participants à définir selon leur propre compréhension les concepts de la pauvreté et de la sécurité alimentaire. Il ressort des ateliers les définitions suivantes :

Pauvreté : endettement, pas d'animaux, pas de stock d'aliment, pas de moyens pour subvenir aux dépenses familiales et sociales, absence de stratégie de mobilisation d'argent, insuffisance de moyens, de nourriture, d'accès aux services sociaux de base, mauvaise gestion, analphabétisme, non maîtrise des activités économiques et des techniques de production, insuffisance de capacités.

Vue par les femmes, la pauvreté prend une autre dimension autre que celles liée aux biens. Elle est définie par :

- Incapacité de la femme à ne pas contribuer à l'économie familiale ;
- Incapacité à participer aux cérémonies sociales ;
- Incapacité à s'habiller ;
- Moins d'attention auprès du mari ;
- Pas concertée lors des prises de décisions.

Insécurité alimentaire du bétail et des hommes : éloignement des lieux d'approvisionnement, faible accessibilité, non maîtrise des techniques de gestion, méconnaissance des procédures de commercialisation, faible production du fourrage et des céréales, pas de réserve, mauvaise santé, difficulté d'approvisionnement en eau.

On constate par rapport à l'insécurité alimentaire, que l'alimentation des hommes et des animaux sont concernés, aussi la disponibilité en eau rentre en ligne de compte.

La principale leçon à retenir ici est la nécessité de discuter ces concepts avec les bénéficiaires à la définition du projet ou au lancement. Cela aura pour avantage de mieux identifier les actions, mais également de faciliter le suivi de la performance et des impacts du projet.

VI- Les réalisations du projet

a) Les acquis du projet sont nombreux

On distingue deux catégories de réalisations : celles prévues dans le cadre logique et celles qui sont hors du cadre logique :

- Sur le plan Santé animale, il s'agit de l'appui à la mise en place du service vétérinaire privé de proximité (SVPP) à travers l'émergence de cliniques vétérinaires et leurs réseaux d'auxiliaires d'élevage ;
- Sur le plan de la sécurité alimentaire, il s'est agi de l'appui aux anciennes BC/BAB mise en places dans le cadre du projet PROZOPAS et de la mise en place de nouvelles BC/BAB ;
- Sur le plan des pratiques zootechniques, le projet a vulgarisé les bonnes pratiques de la complémentation et la conduite du troupeau ;
- Sur le plan de l'amélioration des revenus des ménages, le projet a entre autre appuyé les femmes dans la pratique des activités génératrices de revenus.

Parmi les activités hors cadre logique on peut citer : L'appui à la mise en œuvre du projet SECAN par deux associations locales et l'installation et la mise en opération d'un centre d'Internet gratuit à Dakoro

La présente mission d'évaluation s'est seulement intéressée aux réalisations prévues dans le cadre logique. Ainsi au niveau de chaque volet, d'importantes actions sont à l'actif du projet. Il s'agit de :

Par rapport aux AGR :

- Appui à la mise en place de 20 groupements féminins composés de plus de 301 membres
- la formation de 20 auxiliaires vétérinaires femmes (AVAPR), en qualité d'animatrices villageoises en aviculture et petits ruminants. Elles sont chargées de fournir des appuis conseils et de vendre des produits vétérinaires ;
- Appui à près de 140 productrices au niveau de 10 Groupements féminins dans le cadre de la transformation du lait (fromage, beurre, et lait caillé) ;
- Appui de 105 femmes au sein de 10 groupements féminins pour la production et la commercialisation des blocs à urée en période de soudure ;
- 226 femmes formées en vie associative et gestion des AGR ;
- Près de 272 moutons distribués dans le cadre de l'embouche bovine au niveau de 20 groupements féminins ;
- 18 crédits charrettes octroyés ;
- 4 campagnes d'alphabétisation de 2005 à 2008, ayant touché 1 610 apprenants formés ;
- Plus de 3 900 mères sensibilisées et 40 femmes relais formées en éducation nutritionnelle ;
- 1 730 000 FCFA de crédits équipements octroyés.

Par rapport à la sécurité alimentaire

- le suivi et le renforcement des anciennes banques mises en place par le Prozopas à Dakoro : 13 BC Prozopas dont une (1) abandonnée et 9 BAB.
- l'appui à la mise en place en 2006 de 10 BC (6 en zone agropastorale et 4 en zone pastorale) et 6 BAB.
- les nouvelles en plus des formations reçues, ont bénéficié de fonds de roulement pour constituer des stocks de départ. Et ces fonds de roulements évoluent normalement.
- Au passage de la mission, le projet Proxel appui au total 22 BC (avec un potentiel de près de 400 tonnes à la récolte et 15 BAB (avec un potentiel de 150 tonnes).

Par rapport à la santé animale

Dans le cadre de la santé animale, les réalisations sont aussi diversifiées :

- 2 réseaux fonctionnels d'AE (à Dakoro et Abalak) ;
- 2 cliniques installées (PROXIVET de Dakoro et SAPROX d'Abalak) ;
- L'appui aux associations locales (cas de Dakoro) et d'autres acteurs (autorités communales, autorités coutumières et leaders d'opinion) dans la sensibilisation des éleveurs sur la vaccination. Ainsi, depuis le démarrage du projet, les campagnes de vaccination, ont été régulièrement réalisées et le taux de vaccination est de plus en plus croissant ;
- l'appui au renforcement du système d'auto encadrement à travers la sélection de deux docteurs vétérinaires, des adjoints techniques d'élevage (ATE), des auxiliaires d'élevage (AE) et des femmes auxiliaires vétérinaires dans le cadre de l'aviculture (AVAPR) ;
- l'appui au développement du circuit d'approvisionnement en produits vétérinaires.

b) Les actions réalisées par le projet, ont relativement répondu aux attentes des bénéficiaires

A l'installation du projet, les attentes des bénéficiaires étaient énormes et diversifiées. Ces attentes telles qu'exprimées au cours des ateliers bilan, avaient pour objectifs de : lutter contre

l'insécurité alimentaire des hommes et des animaux, lutter contre l'analphabétisme, créer des conditions d'amélioration des revenus, renforcer le potentiel de prévention et de traitement des maladies des animaux, réduire le problème d'approvisionnement en eau pour la consommation humaine et des animaux.

Dans l'ensemble les actions du projet ont concerné la plupart des attentes. Cependant, les bénéficiaires au cours des ateliers bilan ont fait remarquer que certaines attentes n'ont pas été prises en compte par le projet, elles sont relatives à : l'hydraulique, la réalisation des couloirs de passage, la lutte contre les espèces nuisibles dans le pâturage, l'installation des parcs de vaccination, l'amélioration des races d'animaux d'élevage, l'amélioration de la gestion du troupeau, la lutte contre le chacal.

Ces attentes qui n'ont pas été concernées par l'intervention du projet, sont encore d'actualité selon les participants aux ateliers bilan.

Le processus de formulation de la seconde phase devra discuter véritablement de la pertinence de ces attentes insuffisamment satisfaites afin d'établir les priorités pour la suite.

VII- les processus de mise en œuvre des actions du projet

a) Le projet a consolidé l'existant

Dans le cadre du volet sécurité alimentaire, les anciennes banques BC/BAB ont été récupérées et renforcées par le projet Proxel. Le projet a hérité ainsi de 13 BC dont une (1) abandonnée plus tard et 9 BAB. L'appui apporté à ces banques a consisté à :

- la restructuration des banques en introduisant la notion de membres dans la gestion des banques ;
- la formation des gestionnaires ;
- la mise en place des outils de gestion ;
- le suivi des banques ;
- l'implication des OIB dans la récupération des crédits et le suivi des banques ;
- renflouement des stocks des banques en fonction des efforts de récupération des crédits opérée (de 60 millions de dettes avant le projet, il reste aujourd'hui 19 millions à récupérer et qui a permis de rembourser les 270 tonnes pré financées de la première année)
- appui à l'approvisionnement en céréale (prospection des marchés, la négociation, définition des prix) ;
- réhabilitation des magasins de stockage et équipement en infrastructures de stockage ;
- appui dans l'organisation des rencontres inter banques.

La récupération de ces banques a servi d'expérience pour la mise en place de nouvelles banques.

Cependant on peut remarquer que les interventions n'ont pas spécifiquement concernés les OIB.

b) La démarche du projet est responsabilisante

Selon ce qui s'est dégagé des discussions au cours des ateliers bilans, on peut retenir que la démarche du projet a été basée sur : la participation du bénéficiaire, la responsabilisation des acteurs, le désengagement progressif, la concertation avec les bénéficiaires/acteurs, afin de

favoriser une meilleure appropriation des actions. D'après les participants aux ateliers, le projet a appris ainsi aux bénéficiaires à pêcher. Plusieurs faits existent qui justifient ces propos :

- l'appui des anciennes BC/BAB a été conditionné par l'effort des banques à recouvrer les dettes ;
- les anciennes banques (BC/BAB) autrefois des banques villageoises, sont devenues à travers la démarche du projet des banques appartenant à des membres ayant libérés leur part sociale ;
- contrairement à la stratégie du Prozopas, progressivement les banques ont été totalement responsabilisées dans les opérations d'approvisionnement en céréales et aliments bétail ;
- la participation physique (main d'œuvre et fourniture de matériaux locaux) est exigée lors de la réhabilitation ou la construction des magasins de stockage des BC/BAB ;
- les achats groupés par les BC/BAB ont été encouragés par le projet ;
- pour l'acquisition des intrants et équipements dans le cadre des activités des auxiliaires d'élevage (AE et AVAPR) deux modes d'appui financier ont été appliqués : subvention à 50% et subvention à 100% ;
- les CVR aussi ont été appuyées suivants ces deux modes de subvention dans le cadre de leur installation et la mise en œuvre de leurs activités ;
- les fonds de roulement et des subventions ont été octroyés aux groupements des femmes pour la mise en œuvre de leurs activités ;
- tous les appuis apportés ont été contractualisés. Ainsi, les obligations des parties contractantes ont été clairement ressorties dès le départ ;
- dans le cadre des activités de sensibilisation des éleveurs par rapport à la vaccination, les associations des éleveurs (cas du CAPONG à Dakoro), les autorités administratives et coutumières et autres leaders ont été responsabilisés par le projet ;
- les bénéficiaires ont reçu plusieurs formations par rapport à la conduite de leurs activités, afin de les amener à mieux s'assumer techniquement et méthodiquement ;
- les groupements féminins ont été orientés vers les institutions financières de la place afin de les amener à saisir d'autres opportunités de financement de leurs activités.

VIII- impacts et changements induits par le projet

Il est peut être prématuré de parler d'impacts, cependant au stade actuel de la mise en œuvre du projet, quelques changements induits sur le groupe cible et le milieu, sont observés :

a) les capacités organisationnelles et opérationnelles bien que renforcées sont encore insuffisantes

Le projet a trouvé les anciennes banques BC/BAB dans une situation de gestion désastreuse : plus de 60 millions de crédit à récupérer, une main mise des leaders locaux dans la gestion, caporalisation des banques par quelques personnes, absence d'outils de gestion appropriés. Les appuis apportés visaient la consolidation des banques héritées.

Fort de l'expérience de consolidation des anciennes banques, le projet à partir de 2006 dans le département de Dakoro, a appuyé la mise en place de nouvelles banques et assuré leur renforcement par les formations, l'octroi de fonds de roulement, la mise en place des outils de gestion, le suivi des opérations, l'accompagnement des banques lors des opérations d'approvisionnement, la mise en relation des banques avec d'autres acteurs de la filière.

Ces banques ont vu leurs capacités améliorées :

- une meilleure appropriation des activités des banques (les banques sans l'appui direct du projet ont exercé les opérations d'approvisionnement, de stockage, de cession, de programmation) ;
- la situation financière est en cours d'être assainie : Sur près de 60 millions de dettes près de 19 millions ont été récupérés par les gestionnaires des anciennes banques ;
- la culture associative a été instaurée au sein de ces banques : désormais sont membres des banques ceux qui ont libéré leurs parts sociales ;
- multiplication des infrastructures de stockage ;
- moins de malversations enregistrées au niveau des banques ;
- la prise de conscience des gestionnaires des banques de s'approvisionner à temps ;
- le mode de cession au comptant a été adopté par toutes les banques ;
- la tenue des réunions statutaires et des rencontres inter banques ;
- les stocks de départ évoluent normalement ;
- l'adoption des textes juridiques (statuts et règlement intérieur) par les banques ;
- les compétences en gestion ont été développées au niveau des banques.

Par rapport à la santé animale, le projet a appuyé à Dakoro et Abalak la mise en place de deux cliniques vétérinaires rurales et leurs réseaux d'auxiliaires vétérinaires. Ces Services Vétérinaires Privés de Proximité sont tous opérationnels :

- les CRV sont installées et sont opérationnelles ;
- les opérations de vaccination en campagne et hors campagne sont assurées par les SVPP ;
- les auxiliaires vétérinaires identifiés localement et formés/équipés sont en activité à proximité des éleveurs ;
- les AE sont régulièrement ravitaillés en produits vétérinaires ;
- les prix des produits sont uniformisés partout dans la zone couverte par les SVPP ;
- les CVR offrent mêmes les services de chirurgie (césarienne) ;
- les services curatifs et préventifs sont assurés par les SVPP (traitement des animaux malades, et la participation aux campagnes de vaccination).

Les acquis de ces SVPP sont nombreux :

SVPP Dakoro :

- une bonne évolution de la vaccination : de 25 000 têtes toutes espèces confondues avant le SVPP, on est à plus de 250 000 têtes aujourd'hui ;
- 5 campagnes de vaccination organisées et réalisées ;
- tests de certains produits adaptés à la zone (vaccin I2 contre la maladie de Newcastle) ont été effectués ;
- le réseau comprend une soixantaine d'AE dont 50 actifs et 10 à 15 AVAPR fonctionnelles ;
- le suivi sanitaire (vaccination, déparasitage) couplé avec un suivi zootechnique.

SVPP Abalak

- les éleveurs utilisent le service de la CVR ;
- les projets (FAO, ACF, IRD) sollicitent les services de la CVR ;
- adhésion des éleveurs à la CVR ;
- la CVR a apporté des réponses à des maladies ;
- les éleveurs d'autres départements voisins, convergent vers la CVR ;
- régularité des campagnes de vaccination ;
- installation d'un privé et un maillage d'AE fonctionnels ;
- un noyau des éleveurs sensibilisés.

Dans la zone agricole et agro pastorale, le projet a appuyé la mise en place des groupements féminins et la pratique des AGR. Le projet a trouvé les femmes dans certains cas non organisées (cas de Nastallé, Guidan Dodo, Gobiraoua) et dans d'autres cas, elles étaient organisées (cas de El dalla, Kakalé) autour des groupes de tontines initiés dans le cadre du MMD (Mata Masu Dubara de CARE).

Par rapport à la situation de ces groupements l'atelier bilan a relevé les forces suivantes :

- la transparence dans la gestion des ressources (trois cadenas sont prévus pour chaque caisse des groupements) ;
- les crédits internes sont octroyés dans la transparence (en assemblée générale) ;
- la culture de l'épargne a pris place dans les groupements ;
- facilité de mobilisation des femmes ;
- quelques groupements disposent des comptes au niveau des mutuelles.

b) les compétences locales ont été développées

Dans le cadre de la santé animale d'autres acteurs ont vu le jour. Il s'agit des AE, les CVR, les AVAPR, qui fournissent des services de proximité (vente de produits, traitement des animaux malades, participation aux campagnes de vaccination). Leur existence préserve ainsi les éleveurs de plusieurs problèmes qu'ils avaient connus auparavant avec les services techniques (faible disponibilité des agents, rupture fréquente de produits, éloignement des centres de soins vétérinaires, relation difficile entre éleveurs et agents, etc.).

Les AVAPR sont des femmes formées au niveau des localités pour apporter des conseils par rapport la pratique de l'aviculture.

Les groupements féminins appuyés par le projet, ont actuellement en leur sein des membres qui maîtrisent plusieurs activités génératrices de revenu (embouche, fabrication de sel à lécher, fromage, beurre de vache, etc.).

Au niveau des banques céréalières les compétences en gestion ont été développées.

c) La dynamique locale a été suscitée

Avant le démarrage du projet peu d'acteurs locaux intervenaient dans le cadre de la santé animale et de la gestion de la sécurité alimentaire. Mais aujourd'hui, suite à l'intervention du projet Proxel, plusieurs acteurs ont fait leur apparition (CVR, AE, AVAPR) ou sont rentrés en scène (Maires, associations locales, les leaders, les autorités coutumières). Egalement les relations entre ces acteurs se sont davantage améliorées :

- les maires, autorités coutumières, leaders au niveau local et les associations d'éleveurs ont été impliqués dans les campagnes de sensibilisation des éleveurs par rapport à la vaccination ;
- les CVR et AE ont constitué un réseau de vente de produits vétérinaires et de fourniture de soins vétérinaires de proximité ;
- de plus en plus les relations entre les services techniques et les CVR s'améliorent. Les services techniques d'élevage assurent leur rôle de suivi contrôle des SVPP ;
- des AE autrefois qui intervenaient en cachette le font à découvert (plus de crainte d'être surpris par les agents des services vétérinaires).
- les groupements ont été mis en relation avec les institutions financières de la place ;
- dans le cadre de la promotion éducationnelle des femmes, les femmes relais ont été mises en relation avec les Centres Santé Intégré de leur zone ;
- plusieurs rencontres inter banques (nouvelles et anciennes) ont favorisé les échanges d'expériences ;
- dans le cadre de la prospection des marchés d'approvisionnement, les banques BC/BAB ont été mises en rapport avec des opérateurs économiques au niveau local, régional voire du Nigéria ;

d) la santé animale s'est améliorée

Plusieurs maladies (balaoun ; Tiguilis/borou ; Djoukol ; chintoura ; tadarak dakar ; tilmame ; changa ; zanzana ; azouwour, et autres pas connues, etc.) affectent la production du cheptel de la zone du projet et les seuls recours fiables pour les éleveurs étaient les quelques services vétérinaires qui existaient : Dans le département de Dakoro (Guidan Mayaki, Sabon Machi, Kornaka, Akadaney, Bermo, Goula, Dakor, Gadabédji) dans le département d'Abalak (Abalak) et les cases de santé (au niveau de Mayata et akoubounou). Avec leur insuffisance en nombre, les éleveurs accédaient difficilement aux services de soins, à cause de l'éloignement, le coût élevé des traitements, la faible disponibilité des agents, le manque de produits pour certaines maladies.

Le développement des cliniques privées et la mise en place des réseaux d'auxiliaires vétérinaires, ont amélioré la santé animale :

- diminution des foyers de maladies ;
- accès aux produits vétérinaires pour les éleveurs, à des prix accessibles ;
- existence des services vétérinaires de proximité (AE, AVAPR) ;
- accroissement du taux de vaccination ;
- régularité des campagnes de vaccination ;
- changement positif du comportement des éleveurs vis-à-vis des vaccinations ;
- introduction de nouveaux produits dans la zone du projet sur demande des éleveurs (les produits n'étaient pas disponibles pour certaines maladies) ;
- prise en compte de toutes les espèces d'animaux d'élevage par les services offerts par les SVPP.

e) le potentiel de gestion de la sécurité alimentaire s'est accru

Avant le démarrage du projet, il n'existait que des BC/BAB mises en place dans le cadre les interventions du projet PROZOPAS. Plusieurs de ces banques n'ont pas survécus, pour celles qui existaient leur gestion était désastreuse.

Le projet Proxel a récupéré 13 BC et 9 BAB parmi elles. D'autres banques ont vu le jour avec l'appui du projet Proxel, même dans les parties les plus reculées de la zone pastorale du département de Dakoro (cas des banques de Bakoba).

Les approvisionnements sont faits au niveau des marchés locaux auprès des opérateurs économiques, mais également au niveau des marchés plus éloignés. Dans les parties agricole et agropastorale, les approvisionnements de certaines banques se font aussi auprès de leurs membres.

Les magasins réhabilités (cas des anciennes banques) ou nouvellement construits (cas de nouvelles banques) servent au stockage des produits.

Les membres et les non membres ont accès aux produits à des prix accessibles fixés par les banques.

Cependant la faible capacité financière de ces banques ne permet pas de faire plusieurs cycles d'approvisionnement par an. Il paraît important d'encourager la constitution des structures faitières (unions ou fédérations) dotées de capacités financières importantes et des capacités de gestion assez professionnelle, qui pourront à la récolte faire des stocks importants de céréales et d'aliments bétail et qui serviront de lieux de réapprovisionnement des banques membres. Cela aura pour avantage de multiplier les cycles d'approvisionnement des banques à des prix abordables.

f) Les conditions de la femme se sont améliorées

L'organisation des femmes en groupements féminins et les appuis apportés pour la pratique des activités génératrices des revenus au sein de ces groupements ont amélioré les conditions économiques et socio culturelles des femmes :

- les femmes se sont exercées à de nouvelles AGR (embouche, aviculture, fabrication de bloc à lécher, transformation du lait en fromage et beurre) ;
- la cotisation hebdomadaire instituée par les groupements facilite la mobilisation et la cohésion des femmes membres ;
- les femmes ont accès au crédit interne institué au niveau des groupements ;
- les rencontres inter organisations organisées dans le cadre des activités du projet Proxel, ont amélioré le rapport entre les hommes et les femmes (les femmes s'expriment en présence des hommes) ;
- les avantages financiers tirés des activités pratiquées ont amélioré les revenus monétaires des femmes. Elles ont vu leurs capacités à contribuer aux dépenses familiales améliorées ;
- certaines femmes ont remarqué que leur mari leur accorde plus d'attention.

IX- la viabilité du projet

a) Les bénéficiaires ont été préparés au désengagement du projet

Mêmes si les contrats entre le projet et les bénéficiaires ne mentionnent pas clairement les conditions et processus de désengagement pour chaque appui apporté, les principes et démarche du projet sont assez révélateurs par rapport au souci du projet de responsabiliser progressivement le bénéficiaire. Selon les participants aux ateliers bilan, le projet leur a appris à pêcher. Ceci est perceptible à plusieurs plans :

- Au plan institutionnel : les coopérants se sont retirés progressivement pour céder les postes de responsabilité aux ressources humaines de l'ONG locale, le partenaire d'exécution de VSF Belgique pour la mise en œuvre du projet Proxel. Au passage de la mission de facilitation des ateliers, en dehors du chef de projet, tous les coopérants sont partis.
- En santé animale, les acteurs locaux (associations locales, autorités administratives et coutumières, leaders) ont été identifiés et progressivement responsabilisés dans les activités de sensibilisation des éleveurs. A Dakoro, le collectif CAPONG s'est entièrement approprié l'activité : les responsables rencontrés nous ont fait remarquer qu'un dossier pour la sensibilisation des éleveurs est en cours d'élaboration et ils envisagent de le soumettre à plusieurs partenaires financiers (IRDAR, FSIL) autres que le projet Proxel.
Aussi les fonds de roulement octroyés aux CVR et AE ont permis de donner forme au circuit de vente de produits vétérinaires. Tous les points de vente sont régulièrement ravitaillés.
- au plan sécurité alimentaire, les fonds de roulement placés au niveau des BC/BAB par le projet évoluent normalement. Ces fonds servent uniquement aux approvisionnements ;
- s'agissant des groupements féminins, les fonds de roulement placés ont permis de reconduire plusieurs fois des activités génératrices de revenu.

En définitif, les fonds de roulements, la participation physique et financière exigée sont les aspects qui ont dicté aux bénéficiaires le cadre de désengagement du projet.

b) Des craintes existent par rapport à l'appropriation des actions du projet par les bénéficiaires

Au cours de la mission de facilitation des ateliers bilan, qui intervient à moins de deux mois de la fin de l'actuelle phase du projet, plusieurs craintes ont été soulevées par rapport à l'appropriation véritable des actions du projet par les bénéficiaires :

Par rapport au volet sécurité alimentaire :

- la tenue des outils de gestion pose problème au niveau de certaines banques pour cause d'analphabétisme ou de faible maîtrise des outils ;
- l'insuffisance d'engagement de certains membres dans la gestion des banques (cas de Moyamdé où la gestion est assurée par une seule personne) ;
- l'insuffisance d'informations sur le cours des marchés pour les gestionnaires des banques ;
- le dysfonctionnement de certains organes (surtout les organes de contrôle) ;
- la jeunesse des nouvelles banques ;
- le retour aux anciennes habitudes au niveau des banques héritées du projet Prozopas ;
- les OIB (organisations inter banques des anciennes banques) ne sont pas au même niveau de développement.

Cependant des signes d'espoir existent :

- plusieurs banques Prozopas ont survécu ;
- existence des OIB, la maîtrise des procédures de négociation et de prospection des marchés, plusieurs formations reçues ;
- les OIB ont aidé dans la récupération des prêts ;
- l'engagement des coopérateurs à poursuivre les activités ;

- les initiatives prises par rapport à la récupération des prêts ;
- la prise de conscience générale par rapport à l'importance des banques.

Par rapport à la santé animale, les craintes soulevées sont :

- insuffisance de lien juridique entre les CVR et les AE ;
- la jeunesse des CVR ;
- l'insuffisance du nombre des AE ;
- la fragilité des rapports entre les différentes ethnies et clans ;
- le faible volume du capital des CVR ;
- insuffisance de réunions inter acteurs ;
- insuffisance d'équipement des APV ;
- la jeunesse des SVPP ;
- persistance de certaines maladies insuffisamment contrôlées ;
- les rumeurs par rapport à la gratuité des vaccinations ;
- les obstacles posés par les services techniques (concurrence déloyale) ;
- insuffisance de contribution des mairies au financement du système (SVPP) ;
- la fin de la phase en cours de deux projets qui interviennent dans le secteur (Proxel, PASEL).

Cependant plusieurs indices permettent d'espérer :

- les éleveurs utilisent le service de la CVR et des AE ;
- d'autres projets (FAO, ACF, IRD) s'appuient sur les SVPP ;
- les éleveurs ont reconnu que les SVPP ont apporté des réponses à plusieurs maladies ;
- la régularité des campagnes de vaccination ;
- l'installation de deux structures privées et un maillage d'AE fonctionnel ;
- un noyau d'éleveurs sensibilisés ;
- les relations entre services techniques et CVR s'améliorent.

c) Les capacités actuelles des bénéficiaires sont à renforcer

Les participants au cours des ateliers bilan ont apprécié leurs propres capacités par rapport à un certain nombre de critères à partir desquels des forces et faiblesses de plusieurs ordres ont été relevées :

Par rapport aux anciennes banques : elles évoluent bien :

- les gestionnaires ont une bonne connaissance des techniques de conduite des opérations ;
- le taux de récupération des crédits est bon au niveau de certaines banques ;
- prise de conscience des gestionnaires des banques à effectuer des approvisionnements à temps ;
- bonne tenue des réunions internes et inter banques ;
- la pratique des achats groupés par les banques ;
- utilisation des outils de gestion.

Cependant certaines insuffisances sont à signaler :

- insuffisance dans le respect des règlements fixés ;
- faible maîtrise des facteurs externes (cours des marchés) ;
- décapitalisation des certaines banques qui n'ont pas fournis suffisamment d'effort de récupération des dettes ;

- plusieurs magasins sont encore en banco.

Par rapport aux nouvelles banques : Là également les banques évoluent bien :

- les banques font des bénéfices ;
- le mode de remboursement des fonds de roulements (remboursés à partir des cotisations des membres) a favorisé une bonne capitalisation par les banques ;
- la tenue des outils de gestion ;
- la culture de la documentation a été instaurée et est respectée ;
- le bénévolat des élus ;
- les cessions sont faites au comptant ;
- les approvisionnements sont jusque là faits à temps.

Cependant les insuffisances suivantes caractérisent ces banques :

- insuffisance d'engagement de certains élus ;
- insuffisance de transparence au niveau de certaines banques ;
- insuffisance des réunions ;
- insuffisance de circulation de l'information ;
- difficulté de mobilisation de certains membres ;
- mobilité de certains membres
- analphabétisme de plusieurs élus ;
- faible paiement des cotisations instaurées ;
- faible mobilisation des cotisations internes ;
- insuffisance d'engagement de certains membres ;
- disfonctionnement des organes de contrôle.

Par rapport au SVPP

Il existe deux SVPP, celui de Dakoro le plus ancien et celui d'Abalak. De ce point de vu ces deux n'ont pas le même niveau de développement.

Le SVPP de Dakoro constitué d'une CVR et d'une quarantaine d'AE et une vingtaine d'AVAPR apporte un service vétérinaire de proximité bien apprécié par les bénéficiaires. Il est caractérisé par les forces et faiblesses suivantes :

Forces / opportunités	Faiblesses / contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - la structure SVPP est opérationnelle ; - les éleveurs sont satisfaits des services (la plupart des maladies sont traitées ; les produits sont disponibles et sont administrés) ; - le suivi du SVPP est assuré par le vétérinaire et son adjoint ; - le suivi / contrôle est aussi effectué par les services de l'Etat et le projet Proxel ; - la reconnaissance de la pertinence et la qualité des interventions de la CVR par les populations - la remontée facile des informations ; - lien de dépendance entre les acteurs du système (CVR, AE) 	<ul style="list-style-type: none"> - l'activité de CVR faiblement rentable (10 à 15%) ; - crédits octroyés aux AE ne sont pas tous recouverts ; - difficulté de suivi des AE,(carburant, zone large) ; - le vieillissement de la logistique (motos surtout) de la CVR ; - l'abandon de certains AE ; - la concurrence déloyale (service de l'Etat) - manque de planning des activités de la CVR ; - AE insuffisamment suivis ; - certains AE sont contournés par les

<ul style="list-style-type: none"> - moins d'échecs dans les interventions ; - proximité du service ; - bénévolat de la fonction des AE ; - respect de la hiérarchie des services fournis par les éleveurs et les AE ; - complémentarité des services offerts (CVR et AE) ; - adhésion des éleveurs à la vaccination ; - respect du calendrier de vaccination par plusieurs éleveurs ; - facilité de mobilisation des éleveurs ; - les AE sont plus écoutés ; - connaissance des tarifs des traitements par les éleveurs ; - uniformisation des tarifs ; - les éleveurs peuvent faire vacciner leurs animaux partout où ils sont dans la zone du projet ; - facilité de mobilisation des acteurs du SVPP ; - la CVR dispose d'un siège nouvellement construit ; 	<ul style="list-style-type: none"> éleveurs de leur rayon d'action (non satisfaction du service) ; - zones non desservies par le téléphone par endroits ; - le lien CVR – AE n'est pas encore formalisé.
---	---

Le besoin de renforcement des capacités est apparent. La seconde phase devra agir dans le sens de :

- l'extension et la redynamisation du réseau ;
- le renouvellement de la logistique de la CVR et de l'équipement des AE ;
- le renforcement des liens qui existent entre les différents acteurs du réseau ;
- le renforcement du capital de la CVR.

SVPP Abalak

La mise en place du SVPP dans le département d'Abalak a été décidée depuis l'évaluation à mi parcours du projet. Le processus a démarré à la quatrième année du projet à Dakoro. Actuellement le SVPP comprend la CVR et une quarantaine d'AE. Il est aujourd'hui caractérisé par les forces et faiblesses suivantes :

Forces / opportunité	Faiblesses / contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - de plus en plus de sollicitation des services du SVPP par les éleveurs ; - prix abordables ; - jeunesse des AE en termes d'expérience ; - facilité de mobilisation des acteurs ; - les AE ne sont pas endettés ; - suivi régulier par les services techniques, PROXEL, SAPROX ; - disponibilité des AE ; - la relation CVR et AE est formalisée ; - intervention au cours et hors campagne de vaccination de l'Etat ; - bonne relation entre services techniques et 	<ul style="list-style-type: none"> - insuffisance d'appropriation par certains acteurs (mairie, chefferie, services techniques) ; - insuffisance d'équipements des AE ; - plusieurs formations reçues (administration de produits, vaccination) mais il est resté encore. - insuffisance du capital de la CVR ; - l'intervention des associations locales est peu ressentie.

<p>CVR/AE ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - implication des leaders locaux dans les campagnes de sensibilisation ; - les services de la CVR sont aussi sollicités par d'autres projets qui interviennent dans le secteur ; 	
---	--

On remarque que l'expérience de Dakoro a servi dans la mise en place du SVPP d'Abalak, cependant compte tenu de sa jeunesse, il est attendu de la seconde phase du projet Proxel à venir, de mettre l'accent sur l'extension du système, le renforcement de la capacité des acteurs concernés à travers la formation, l'équipement et l'appui financier.

X- Les leçons apprises et questions à approfondir

Au cours du processus, des leçons ont été tirées, ainsi que des questions d'approfondissement. Par rapport aux leçons apprises, ce sont des enseignements à caractère positif et négatif qui sont dégagés ou capitalisés afin d'amplifier le succès du projet et de corriger les insuffisances. Les leçons et questions ainsi relevées pourront servir au concepteur et exécutants de la suite éventuelle du projet, mais aussi à d'autres projets qui se trouveront face à la même problématique.

Les leçons et questions d'approfondissement dégagées au cours du processus sont relatives à :

Cadre conceptuel du projet

- il est important de partager les concepts qui définissent l'hypothèse du projet, au démarrage avec les bénéficiaires ;
- l'absence d'une planification de la chaîne des résultats peut rendre difficile l'appréciation des impacts et changements induits par l'intervention du projet. L'approche Gestion Axée sur les résultats (GAR) est une réponse à cette préoccupation.

Volet AGR

- les AGR liées à l'élevage ne constituent pas nécessairement la priorité des femmes. Les activités devraient être définies avec les bénéficiaires au cours du projet et non déterminées à l'avance ;
- par rapport au contexte de Dakoro (zone pastorale, enclavée) les opportunités pour diversifier les AGR sont rares (mévente, faible productivité, difficulté d'accès aux intrants, femmes peu disponibles pour des activités de groupe).
- les femmes sont moins disponibles et engagées pour les activités commerciales de groupe (le GF devrait servir d'appui aux activités individuelles et de cadre de formation) ;
- l'éducation nutritionnelle exige des compétences au sein du projet.

S'agissant des questions à approfondir, elles sont les suivantes :

- 1- Que deviendront les fonds de roulement (surtout cas de l'embouche) après le projet ?
- 2- Quelle garantie existe pour la poursuite par les femmes des AGR menées actuellement de façon collective ?

- 3- Les groupements féminins ont-ils des capacités pour identifier des activités porteuses toutes seules ?
- 4- la marge bénéficiaire de 30% sur le prix des produits qui revient aux AVAPR est elle suffisante pour les maintenir dans l'activité ?
- 5- Les faibles recettes de certaines AVAPR ne sont elles pas la cause de l'abandon de l'activité ?

Volet sécurité alimentaire

- Plusieurs activités d'animation sont nécessaires avant le placement des stocks de départ au niveau des banques ;
- Les achats groupés constituent la meilleure stratégie dans une zone structurellement déficitaire pour faire des économies d'échelle ;
- L'expérience des banques héritées d'un projet terminé peut servir d'école pour de nouvelles à mettre en place ;
- L'extension prudente des banques dans une zone socialement difficile est une meilleure stratégie pour éviter des erreurs et contourner certaines susceptibilités ;
- Les banques qui appartiennent à des membres clairement identifiés (ayant libéré leurs parts sociales) ont plus de chance de survie que celles qui appartiennent à l'ensemble des villageois. Car les dernières sont plus facilement accessibles aux leaders ou autorités locales.

Volet santé animale

- L'accompagnement des cliniques vétérinaires doit respecter trois étapes : la phase d'installation, la phase de développement du système et la phase de consolidation. Pour cela une plus longue durée du projet est nécessaire ;
- La sensibilisation des éleveurs doit être continue et appropriée par les acteurs locaux (associations, autorités, leaders) pour espérer avoir des changements significatifs ;
- Les dirigeants à la tête de ces structures doivent être des rassembleurs ;
- Les femmes peuvent assurer le rôle d'auxiliaires vétérinaires pour les petits ruminants ;
- La sélection des auxiliaires vétérinaires doit tenir compte également du niveau d'éducation des candidats.

Les questions soulevées à ce niveau sont :

- Après le projet que deviendront les SVPP mis en place ?
- Par rapport à la rumeur sur la gratuité des vaccinations qui circule, quels seront les conséquences sur la dynamique actuelle du SVPP ?
- Avec la configuration actuelle des SVPP, peut on parler de réseau ?

XI- Conclusion et Recommandations

Les ateliers bilans réalisés en lieu et place d'une évaluation classique, ont pour autant permis de faire le point de la situation par rapport au trois volets du projet Proxel qui a démarré ses interventions depuis 2003 dans le département de Dakoro et depuis 2006 dans le département d'Abalak.

Il faut noter que seul le volet santé animale a été exécuté à Abalak.

Les acquis du projets sont nombreux, mais les principaux sont : 2 CVR opérationnels, plusieurs auxiliaires vétérinaires formés et équipés actuellement en activité, 13 BC et 9 BAB récupérées, 10 BC et 6 BAB nouvellement implantées, l'appui à la structuration et le

renforcement de 20 groupements féminins, appui au financement des activités génératrices de revenu des groupements féminins, etc.

Le projet a privilégié une approche qui responsabilise le bénéficiaire dans tous les appuis apportés et qui favorise une meilleure appropriation des réalisations.

Enfin, la première phase du projet aujourd'hui à deux mois de son terme, aura permis de développer des potentiels de lutte contre la pauvreté, de gestion de la sécurité alimentaire et d'amélioration de la santé animale. Cependant, les capacités actuelles des acteurs et compétences développées restent insuffisantes. La seconde phase devra s'intéresser à :

- Généraliser les trois volets au niveau des deux départements (Dakoro et Abalak). Mais compte tenu du contexte social plus complexe du département d'Abalak (beaucoup de projets ont intervenu dans la zone, les associations des éleveurs sont moins actives), la stratégie pour la mise en place des BC/BAB doit éviter des banques de groupes de personnes, mais privilégier plutôt des banques privées. Au niveau de Dakoro la stratégie passée peut être maintenue, en plus, elle devra favoriser le regroupement ou la fédération des banques (BC et BAB) en structures faîtières ;
- Le renforcement des capacités organisationnelles, opérationnelles et financières des structures faîtières ;
- L'extension des SVPP et leur consolidation ;
- L'encouragement de la synergie entre les acteurs.

Enfin sur le plan conceptuel, l'approche GAR devra être utilisée pour la formulation du projet et sa gestion.